

Mines d'uranium : "la France n'a pas intérêt à ce que le conflit malien s'étende au Niger"

Le Monde.fr | 30.01.2013 à 20h37 • Mis à jour le 31.01.2013 à 13h41

Propos recueillis par Propos recueillis par Angela Bolis



Un employé de la mine d'uranium à ciel ouvert d'Arlit, au Niger. | AFP/PIERRE VERDY

La France a-t-elle, derrière son intervention au Mali, des intérêts économiques à protéger dans la région ? C'est [ce qu'affirme Stéphane Lhomme, directeur de l'Observatoire du nucléaire](http://observ.nucleaire.free.fr/querre-mali-uranium-niger.htm) (<http://observ.nucleaire.free.fr/querre-mali-uranium-niger.htm>), selon qui l'entrée en guerre de Paris vise directement à "sécuriser l'approvisionnement des centrales françaises en uranium : ce dernier est extrait dans les mines du nord du Niger, zone désertique seulement séparée du Mali... par une ligne sur les cartes géographiques".

C'est aussi ce qui est avancé dans certains titres de presse, comme [le quotidien algérien El Watan, qui explique](http://www.elwatan.com/economie/financement-interets-lutte-d-influence-les-enjeux-economiques-de-la-querre-au-mali-21-01-2013-200338_111.php) (http://www.elwatan.com/economie/financement-interets-lutte-d-influence-les-enjeux-economiques-de-la-querre-au-mali-21-01-2013-200338_111.php) que "la proximité du Mali par rapport au Niger (4^e producteur mondial d'uranium), son appartenance à la région du Sahel considérée par les experts comme 'espace charnière pour le transport du pétrole et du gaz', et plus globalement au continent africain, théâtre de luttes d'influence entre les puissances économiques mondiales, sont autant de facteurs pouvant expliquer

l'intervention française au Mali". Sur le site Atlantico enfin, [le journaliste Florent Detroy, spécialiste des matières premières, est du même avis](http://www.atlantico.fr/decryptage/combien-couterait-vraiment-prise-stocks-uranium-niger-groupes-islamistes-florent-detroy-614999.html) (<http://www.atlantico.fr/decryptage/combien-couterait-vraiment-prise-stocks-uranium-niger-groupes-islamistes-florent-detroy-614999.html>), estimant que "l'arrêt des mines du Niger serait catastrophique pour le groupe [Areva] et pour les Français", et que "le risque d'un 'choc uranium' du fait d'une internationalisation du conflit actuel au Mali n'est pas impossible".

Dans un entretien au Monde.fr, Emmanuel Grégoire, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), avance que, s'il n'y a pas de lien direct entre l'intervention de la France au Mali et ses mines d'uranium au Niger, il est clair que la France n'a pas intérêt à ce que le conflit s'étende à ce pays, qui assure un tiers des approvisionnements en uranium de son parc nucléaire .

La France n'a-t-elle aucun intérêt, en termes de ressources naturelles , à protéger au Mali ?

François Hollande a assuré que la France n'avait pas de véritables intérêts actuellement au Mali. C'est vrai. Elle ne participe pas à l'extraction d'or, principale ressource d'exportation du pays. Mais à l'avenir , elle pourrait en avoir : dans le bassin de Taoudeni, du nom d'une oasis à cheval entre le nord du Mali et la Mauritanie , des permis de prospection ont été accordés à des compagnies algérienne, canadienne, angolaise et française (Total) pour trouver du pétrole.

Total a fait un premier forage (côté mauritanien), en 2010, qui a été estimé décevant. Elle avait prévu d'en faire un second, qui a été gelé en raison du conflit. Cette région malienne est, certes, très enclavée, mais elle pourrait s'avérer rentable avec la hausse du cours du pétrole, surtout si les gisements sont abondants et de qualité.

Quels sont les intérêts de la France dans le pays voisin du Niger ?

Au Niger, la France n'exploite pas de pétrole : c'est la Chine qui est sur le marché, dans la région d'Agadem, et compte, à long terme, en exporter . Toutefois, c'est dans l'uranium que la France possède d'importants intérêts. Le Niger pèse en effet pour 30 % de l'approvisionnement des centrales nucléaires françaises.

Areva y possède deux mines, celle d'Arlit et celle d'Akoka. Et une troisième est en construction, à Imouraren. A l'horizon 2020, elle devrait produire 5 000 tonnes de minerai, et devenir la première mine d'uranium d'Afrique . Le Niger,

propulsé au second rang des pays producteurs d'uranium, pèserait alors pour la moitié des approvisionnements de la France.

Après la prise d'otage meurtrière à In Amenas en Algérie, la France a décidé de sécuriser ses mines au Niger. Il y a eu des prises d'otage par le passé, or, avec la nouvelle mine d'Imouraren, le nombre d'employés dans les sites français devrait atteindre plus de 300 expatriés. Le président nigérien, Mahamadou Issoufou, a accepté la présence de forces françaises sur son territoire, alors que son prédécesseur s'y opposait. L'arrivée au pouvoir de François Hollande et de M. Issoufou, qui est membre de l'Internationale socialiste, a changé les relations entre les deux pays. Il a aussi prôné une intervention militaire au Mali, et a envoyé des troupes sur place, à Gao notamment.

Lire : [**Des commandos français vont sécuriser les sites d'Areva au Niger**](#) ([/afrique/article/2013/01/24/des-commandos-francais-vont-securiser-les-sites-d-areva-au-niger_1822261_3212.html](#))

([/afrique/article/2013/01/24/des-commandos-francais-vont-securiser-les-sites-d-areva-au-niger_1822261_3212.html](#)) **Lire aussi la note de blog :** [**Gao, une première victoire**](#) ([http://afrique.blog.lemonde.fr/2013/01/26/gao-premiere-victoire/](#))

Y a-t-il un lien entre l'intervention de la France au Mali et la défense de ces ressources au Niger ?

Même si la France a des intérêts économiques très clairs au Niger, il n'y a pas de lien direct entre l'intervention militaire au Mali et la protection de ces mines d'uranium. Mais son objectif est bien de stabiliser la région, et de lutter contre des mouvements salafistes qui pourraient être tentés de passer la frontière entre le nord du Mali et le Niger.

Il est clair que Paris n'a pas intérêt à ce que le conflit malien s'étende dans ce pays voisin, et vienne perturber la production d'uranium. Le Niger non plus d'ailleurs : il tire 140 millions de dollars par an de ces mines, qui représentent 30 % des exportations de l'Etat.

En cas de scénario catastrophe, si la France perd ses mines d'uranium au Niger, elle peut toujours se tourner vers d'autres pays producteurs comme le Canada ou le Kazakhstan. Mais le cours de l'uranium risque de flamber. Or le prix de l'uranium extrait au Niger a déjà triplé entre 2005 et 2012.

Lire aussi : [**Areva accusée de négliger l'impact de ses mines**](#)

[d'uranium en Afrique \(/planete/article/2012/12/18/areva-accusee-de-negliger-l-impact-de-ses-mines-d-uranium-en-afrique_1808021_3244.html\)](http://planete.lemonde.fr/article/2012/12/18/areva-accusee-de-negliger-l-impact-de-ses-mines-d-uranium-en-afrique_1808021_3244.html)

Propos recueillis par Angela Bolis